Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE DE L'ECONOMIE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° PREF-DCPP-2011-001**
**du 12 janvier 2011**
**autorisant le Domaine Laroche S.A. à exploiter une installation de préparation et conditionnement de vin sur le territoire de la commune CHABLIS**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de l'Ordre du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment son livre II, relatif aux milieux physiques, et son livre V titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles et notamment les articles R. 1321-1 et suivants ;

VU le code du travail livre II ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R 111-8 à R 111-12 ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la Directive n° 2008/1/CE du parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU l'arrêté du 10 février 1993 relatif à la récupération de certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à

autorisation ;

VU l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1131 : Toxiques (Emploi ou stockage des substances et préparations) ;

VU l'arrêté ministériel du 3 mai 2000, relatif aux prescriptions applicables aux Installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 20000 hl/an) ;

VU l'arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, notamment l'article 6, relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R.1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 18 avril 2008 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables) ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 (Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la circulaire du 28 mars 2000 relative aux produits et procédés de traitement des eaux de consommation humaine ;

VU la circulaire DGS/SD7A n°633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivant du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU la circulaire interministérielle DGS/SD7A/2005/334/DGAL/SDSSA/C2005-8008 du 6 juillet 2005 relative aux conditions d'utilisation des eaux et au suivi de leur qualité dans les entreprises du secteur alimentaire ;

VU la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-0187 du 17 avril 2009, soumettant la demande d'autorisation au

titre des installations classées à enquête publique du 18 mai au 19 juin 2009 inclus ;

VU le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, déposé par le domaine LAROCHE le 12 mars 2009 ;

VU les plans, documents et renseignements joints à l'appui de la demande, et notamment le courrier du chef de service environnement industriel à l'attention des directeurs régionaux de l'industrie de la recherche et de l'environnement en date du 27 octobre 2007, concernant le classement du vin au titre de la rubrique 1510 ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 4 juillet 2004 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

VU les avis exprimés lors de la consultation administrative ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 29 juin 2010 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 10 décembre 2010 ;

CONSIDERANT que l'eau du captage est utilisée pour les travaux viticoles, le nettoyage de la chaîne d'embouteillages et des cuves. A titre accessoire, 5 l d'eau sont utilisés pour préparer les levures ;

CONSIDERANT qu'un suivi sanitaire de la qualité de l'eau est assuré ;

CONSIDERANT que, malgré des teneurs en nitrates souvent supérieures au seuil réglementaire (dépassement du seuil des 50 mg/l pour environ 40% des analyses des 5 dernières années, sans toutefois dépasser les 60 mg/l), la qualité de l'eau du captage est globalement satisfaisante pour les autres paramètres analysés ;

ETANT ENTENDU que le projet a été porté à la connaissance du demandeur ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne,

**A R R E T E :**

## TITRE 1

## CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

### ARTICLE 1 - AUTORISATION

La Société Domaine Laroche SA, dont le siège est situé 22, rue Louis Bro – 89800 CHABLIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur la commune de. CHABLIS des installations visées par l'article 2 du présent arrêté.

L'installation se trouve rue des Violettes – 89800 MILLY, sur les parcelles cadastrées section YE sous les n° 13 et 14 (plan joint en annexe 1).

**ARTICLE 2 - NATURE DES ACTIVITÉS**

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume autorisé (2) | Régime (1) |
|---|---|---|---|---|
| 2251 | Préparation et conditionnement de vins, la capacité maximale annuelle de production étant supérieure à 20000 hl/an | Elevage et Négoce de vins | 40000 hl | A |
| 2920-2 | Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa, ne comprimant et n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant comprise entre 50 kW et 500 kW | 2 groupes de réfrigération<br>Un compresseur d'air liquide<br>Un compresseur d'air pour la climatisation | 153 kW | D |
| 1434-1 | Distribution de liquides inflammables : installations de remplissage des réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum étant compris entre 1 et 20 m3/h | Distribution de carburant pour les tracteurs | 4,8 m3/h | D |
| 1530 | Stockage de matériaux facilement inflammables, le volume étant compris entre 1000 et 20000 m3 | Palettes, bouchons, cartons, étiquettes... | 2324 m3 | D |

(1) A : soumis à autorisation – D : soumis à déclaration – DC : soumis à déclaration avec contrôle périodique - NC : non classé

(2) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

**ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées à l'article 2 ci-dessus.

**3.1 –** Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

**3.2 -** Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toute circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**3.3 -**

**I.** Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées; les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible et à l'exclusion de ceux résultant

de la fermentation, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

**II.** Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres (alcool pur, solution de soude, $SO_2$...) et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

**3.4 -** L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

**3.5 -** L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

## TITRE 2

## DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

### ARTICLE 4 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

L'exploitant des installations faisant l'objet de la présente autorisation doit, en outre, se conformer à toutes les prescriptions que l'administration jugera utiles de lui imposer ultérieurement, soit dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité ou de la salubrité du voisinage, soit pour la santé et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture.

**ARTICLE 6 - SANCTIONS**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourra les sanctions prévues par les articles L.514-9 à L.514-18 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 7 - PUBLICATION**

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation, qui doit être affiché dans l'établissement et être présenté à toute réquisition des délégués de l'administration préfectorale.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités et le fera parvenir à la préfecture.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 8 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation en indiquant s'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social et la qualité du signataire de la déclaration.

**ARTICLE 9 - DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

**ARTICLE 10 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ou un suivi agronomique des épandages ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions inspirées par le présent arrêté.

**ARTICLE 11 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES**

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

**ARTICLE 12 - CONSIGNES**

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 13 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au préfet, dans les délais fixés à l'article R.512-74 du code de l'environnement, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et comprend notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou de l'installation) dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

**ARTICLE 14 - INSERTION DE L'ÉTABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

**ARTICLE 15 - ANNULATION - DECHEANCE**

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ARTICLE 16 - AUTRES AUTORISATIONS**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de toutes autres formalités à accomplir auprès des divers services ou directions intéressés (équipement, travail et emploi, agriculture, affaires sanitaires et sociales, incendie et secours, etc..., en cas de permis de construire, emploi de personnel, etc...).

## TITRE 3

## DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

## CHAPITRE I : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

### ARTICLE 17 - PRELEVEMENTS D'EAU ET CONSOMMATION

L'approvisionnement en eau se fait uniquement à partir d'un forage situé dans l'enceinte de l'établissement, dans les conditions ci-après

#### 17.1 - Localisation

Le forage est situé sous le quai n°3 dans l'enceinte de l'établissement, parcelle cadastrée YE n°14

#### 17,2 - Débit autorisé

Le domaine LAROCHE est autorisé à prélever de l'eau à un débit maximum de 32 $m^3$ / h pour l'utilisation industrielle à partir de son captage situé sur MILLY – commune de CHABLIS.

En tout état de cause, la consommation en eau qui ne s'avère pas liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, est limitée à 7000 $m^3$ par an.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs.

Le relevé des volumes prélevés est effectué chaque semaine, et quotidiennement en période de vendanges, et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé, conservé pendant un minimum de trois ans.

L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

#### 17.3 - Mesures de protection

**Mesures de protection à proximité immédiate**

L'ouvrage doit être muni d'un regard étanche en vue d'éviter tout éventuel écoulement superficiel à l'intérieur du captage.

L'installation de forage doit être équipée d'un clapet anti-retour. Celui-ci doit être maintenu en bon état de fonctionnement.

**Mesures de protection à l'intérieur de l'installation**

Tous les réseaux (chaudière, eau potable, eaux usées....) où circulent des eaux d'origine différente doivent faire l'objet de contrôle des débits entrant et sortant pour appréhender les différentes fuites du réseau qui pourraient modifier la pérennité de la qualité des eaux souterraines sous l'installation.

Les eaux usées concernées doivent être traitées conformément à la réglementation en vigueur.

Le désherbage avec des produits phytosanitaires est interdit ; le désherbage mécanique doit être privilégié.

#### 17.4 – Exigences de qualité

Eau brute

Les eaux prélevées doivent être conformes aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine fixées par le code de la santé publique.

Eau traitée

L'eau utilisée doit être conforme aux limites et références de qualité fixées par le Code de la Santé Publique.

Conformément à la circulaire interministérielle du 6 juillet 2005, en cas de dépassement des limites de qualité, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures correctives afin de rétablir la qualité de l'eau. Lorsque le préfet estime que ce non-respect des limites de qualité constitue un risque pour la santé des personnes, il peut recourir à une restriction de l'utilisation de l'eau du forage.

Le cas échéant, en cas de risque sanitaire lié à l'utilisation de l'eau du puits, un raccordement au réseau d'eau public permet de satisfaire aux besoins de l'entreprise.

### 17.5 - Produits et procédés de traitements, matériaux utilisés

Les matériaux utilisés pour être en contact avec l'eau doivent avoir fait l'objet d'une autorisation d'emploi ou d'une attestation de conformité sanitaire, en application de la réglementation en vigueur.

A ce titre, l'exploitant est autorisé à utiliser le système d'adoucisseur d'eau CILIT Ecobio 10, les matériaux utilisés dans ce procédé étant agréés par le ministère chargé de la santé.

### 17.6 – Utilisation de l'eau

L'eau du forage n'entre pas dans la production de vin. A titre accessoire, l'entreprise utilise 5 l d'eau pour préparer les levures.

Cette ressource est utilisée pour le lavage du filtre à vin, le rinçage des bouteilles, le lavage des cuves, le nettoyage des machines à vendanger et des pressoirs. L'eau est chauffée à 70°C pour assurer le lavage du filtre et le rinçage des bouteilles et des cuves.

La chaîne d'embouteillage est nettoyée chimiquement en circuit fermé (soude puis acide) avant d'être lavée à l'eau claire.

### 17.7 - Contrôle de la qualité de l'eau

L'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité de l'eau par l'inspection des installations et la tenue d'un fichier sanitaire qui doit comprendre :

- le plan de surveillance de la qualité de l'eau ;
- l'interprétation des informations résultant de cette surveillance ;
- un schéma faisant apparaître les différents réseaux de distribution d'eau dans l'établissement ;
- la description des dispositifs de traitement de l'eau ;
- le programme de nettoyage des bâches de stockage ;
- le cas échéant, une description des différentes interventions sur le réseau de distribution d'eau (réparation, réhabilitation d'une partie du réseau de distribution d'eau …).

Ce fichier, consultable par l'autorité chargée du contrôle, présente également dans un ordre chronologique les achats de consommables.

La qualité de l'eau est contrôlée selon le programme annuel ci-après, défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de l'exploitant, selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

| DÉBIT | FRÉQUENCE ANNUELLE<br>analyse de type C<br>(en complément de l'analyse de type R) | FRÉQUENCE ANNUELLE<br>analyse de type R |
|---|---|---|
| > 10 m3/j et ≤ 100 m3/j | 0,5 | 3 |

Les paramètres analysés dans les analyses de types C et R sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007.

Les points de surveillance analysés sont les suivants :

- ❖ local embouteillage (analyse de type R) : 3 analyses par an

- ❖ cuverie (analyse de type R) : 3 analyses par an
- ❖ forage (analyse de type C) : 1 fois tous les 2 ans

Ce programme analytique est susceptible d'évoluer en fonction des éventuelles évolutions réglementaires.

Les agents chargés de l'application du code de la santé publique et de la loi sur l'eau ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### 17.8 - Obligations en cas de non respect des exigences de qualité

L'exploitant veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, l'exploitant prévient l'ARS sans délai et met en œuvre toute procédure technique appropriée pour garantir un retour à la situation normale. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites, à la charge financière de l'exploitant, pour vérifier l'efficacité des mesures prises.

La présente autorisation peut être suspendue ou retirée en cas d'incapacité de l'exploitant à garantir la qualité de l'eau.

### 17.9 – Abandon d'un forage

La mise hors service d'un forage est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Les travaux d'obturation ou de comblement assurent la protection des nappes phréatiques contre tout risque d'infiltration ou d'interconnexion.

Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse.

## ARTICLE 18 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

On distingue dans l'établissement :

- les eaux pluviales de toiture, non polluées ;
- les eaux de ruissellement des zones de circulation, susceptibles d'être polluées ;
- les eaux usées regroupant les eaux vannes issues des lavabos, toilettes... et les effluents industriels tels que eaux de lavage, de rinçage, de procédé...

### 18.1 – Les eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture sont collectées et évacuées dans une fosse enherbée.

### 18.2 – Les eaux de parking

Les eaux ruisselant sur les zones de circulation des véhicules sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité. Si leur charge polluante les rend incompatibles avec un rejet dans les limites autorisées après traitement, elles sont évacuées comme des déchets industriels spéciaux.

### 18.3 – Les eaux usées

Les eaux vannes et les eaux résiduaires industrielles doivent être acheminées directement vers la station d'épuration de la ville de Chablis.

La gestion des effluents industriels de toute nature s'exécute au plus près des sources de pollution afin de permettre leur évacuation vers une filière de traitement appropriée. Le cas échéant, l'exploitant privilégie leur destruction en tant que déchets industriels spéciaux avant d'envisager un rejet dans les limites autorisées et après traitement interne vers le milieu récepteur.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués et les réseaux de collecte des eaux pluviales.

## ARTICLE 19 - RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS ou PRODUITS

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir. En tout état de cause, les réseaux de collecte des eaux pluviales doivent être parfaitement séparés des réseaux de collecte d'eaux usées.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés aux bassins de confinement de la station d'épuration de la commune de Chablis. La vidange de ces bassins suivra les principes imposés par l'article 18.2 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, ainsi que l'article 8.2 de la convention spéciale de déversement au réseau d'assainissement passée entre l'exploitant et la Ville de Chablis.

## ARTICLE 20 - PLANS ET SCHÉMAS DE CIRCULATION

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, isolement de la distribution alimentaire,...)
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Toute modification des réseaux doit être portée à la connaissance du service d'inspection des installations classées.

## ARTICLE 21 - CONDITIONS DE REJET

### 21.1 - Caractéristiques des points de rejet dans le milieu extérieur

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux 3 point(s) de rejet présentés sur le plan joint en annexe 2, présentant les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet | R1 | R2 | R3 |
|---|---|---|---|
| **Nature des effluents** | Eaux pluviales de toiture | Eaux pluviales de parking | Eaux usées |
| **Exutoire du rejet** | Fosse enherbée n°1 | Fosse enherbée n° 2 | Réseau public Eaux Usées |
| **Conditions de raccordement** | Sans objet | Sans objet | Convention de raccordement avec la ville de Chablis, pour traitement dans la station d'épuration communale |

Tout rejet direct ou indirect non indiqué sur ce plan ou dans ce tableau est interdit.

### 21.2 – Aménagement des points de rejet

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...). Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

## ARTICLE 22 - QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

### 22.1 – Traitement des effluents

Les installations de prétraitement des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### 22.2 – Conditions générales

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
- Absence d'odeur
- Absence de matières flottantes
- Absence de dégradation des réseaux d'égouts
- Absence de dégagement de produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents

### 22.3 – Conditions particulières de chacun des rejets

22.3.1. Paramètres généraux

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau public considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci- dessous définies.

**Eaux pluviales de parking :** point de rejet R2

| Paramètres | Norme de mesure ou d'analyse NF-T | Valeur limite | Périodicité du suivi |
|---|---|---|---|
| MES | NFT 90 105 | 25 | Annuelle |
| DCO | NFT 90 101 | 80 | |
| Hydrocarbures | NFT 90 114 | 5 | |

**Eaux usées :** point de rejet R3

| Paramètres | Norme de mesure ou d'analyse NF-T | Valeur limite | Flux maximal journalier | Périodicité du suivi |
|---|---|---|---|---|
| Débit | | $m^3/j$ | | quotidien |
| M.E.S. | NF EN 872 | 1200 mg/l | | Mensuelle |
| D.C.O. | NFT 90 101 | 2000 mg/l | | |
| D.B.O.5 | NFT 90 103 | 12000 mg/l | 338 kg/j | |
| N total | NF EN ISO 25 663 | 150 mg/l | | |
| | 10 304-1 | | | |
| | 10 304-2 | | | |
| | 13 395 | | | |
| | 26 777 | | | |
| | FDT 90 045 | | | |
| Phosphore total | NFT 90 023 | 50 mg/l | | |

22.3.2. Substances particulières

La convention de raccordement avec la ville de Chablis prévoit en outre la surveillance des paramètres suivants sur le point de rejet R3 :

| Paramètres | Valeur limite | |
|---|---|---|
| Hydrocarbures totaux | 10,00 mg/l | si flux > à 100 g/j |
| Fluor et composés | 15,00 mg/l | si flux > 150 g/j |
| Plomb et composés* | 0,50 mg/l | si flux > 5 g/j |
| Cuivre et composés* | 0,50 mg/l | si flux > 5 g/j |
| Chrome et composés* | 0,50 mg/l | si flux > 5 g/j |
| Nickel et composés* | 0,50 mg/l | si flux > 5 g/j |
| Zinc et composés* | 2,00 mg/l | si flux > 20 g/j |
| Mercure* | 0,05 mg/l | |
| Cadmium* | 0,20 mg/l | |
| Sélénium* | 0,25 mg/l | |
| Total des métaux (*) | inférieur à 15 mg/l | |

La fréquence de ces analyses est fixée à l'article 8.1 de la convention de raccordement précitée.

**22.4 - Autosurveillance**

22.4.1. État récapitulatif

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées, tous les trimestres, sous une forme synthétique. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.

S'agissant de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

22.4.2. Fiabilisation de l'autosurveillance

Les mesures et analyses exécutées au moins une fois par an par un organisme compétent, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, servent à valider le dispositif utilisé par l'exploitant. Les rapports établis à cette occasion sont transmis au plus tard dans le délai d'un mois suivant leur réception avec les commentaires nécessaires. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux dispositions prévues ci-dessus.

### 22.5 – Références analytiques pour le contrôle des effluents ou les effets sur l'environnement

Les méthodes d'échantillonnage, les mesures et analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur.

### 22.6 – Rejet dans un ouvrage collectif

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public.

Elle précise par ailleurs :

1) Les informations périodiques et au minimum semestrielles que l'exploitant de la station d'épuration collective fournira à l'industriel raccordé sur le rejet final et les conditions d'épuration de la station (rendement sur les principaux paramètres, résultats d'autosurveillance, dysfonctionnements constatés, etc...).

2) La nécessité d'informer l'industriel en cas de dysfonctionnement de la station dû à priori, à des rejets non conformes.

## ARTICLE 23 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### 23.1 - Stockages

23.1.1. Rétentions

**I.** Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, autre que les raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Le stockage des raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

**II.** La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

**III.** Le sol des aires et des locaux de stockage des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (produits d'entretien, de désinfection et de traitement, déchets susceptibles de contenir des produits polluants, marcs...) doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, de ruissellement, les produits répandus accidentellement et les fuites éventuelles. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les dispositions du premier alinéa de ce paragraphe ne s'appliquent pas aux raisin, jus de raisin, moût, vin et produits dérivés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

23.1.2. Transports - chargement - déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

### 23.2 – Étiquetage – Données de sécurité

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

## CHAPITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### ARTICLE 24 - GENERALITES

#### 24.1 - Captation

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.

L'ensemble de ces installations satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 24.2 – Brûlage à l'air libre

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### ARTICLE 25 - EMISSIONS DIFFUSES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises ; à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation,
- les dépôts au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission en période sèche notamment sont traités en conséquence.

### ARTICLE 26 - ODEURS

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les sources d'odeur sont traitées en conséquence afin que le niveau d'une odeur en concentration d'un mélange odorant ne soit plus ressenti comme odorant par 5O % des personnes constituant un échantillon de population.

## CHAPITRE III : DECHETS

### ARTICLE 27 - DÉFINITION ET RÈGLES

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

## ARTICLE 28 - GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

### 28.1 - Organisation

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement dans les conditions décrites dans le dossier présenté en juin 2009, sauf disposition contraire dans le présent article.

### 28.2 – Stockages sur le site

#### 28.2.1. Quantités

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

#### 28.2.2. Organisation des stockages

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

## ARTICLE 29 - ELIMINATION DES DÉCHETS

### 29.1 - Transports

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

### 29.2 – Elimination des déchets banals

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification est apportée à l'inspection des installations classées.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

### 29.3 – Elimination des déchets industriels spéciaux

Les déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

L'exploitation de l'établissement est menée de manière à respecter les dispositions figurant dans le tableau ci-après :

| Type d'activité | Code du déchet | Désignation du déchet | Filière d'élimination | Quantité maximale annuelle | Niveau de gestion |
|---|---|---|---|---|---|
| viticulture | 02 01 08 | Déchets agrochimiques | | | |
| | 06 13 01 | produits phytosanitaires inorganiques | Prestataire spécialisé | Faible | 2 |
| | 13 08 99 | huiles mécaniques usagées | prestataire spécialisé | 500 l | 2 |
| | 15 01 10 | emballages de phytosanitaires et d'engrais vides | Prestataire spécialisé | 2000 l | 2 |
| | 16 05 06 | bidons de produits œnologiques non repris | Prestataire spécialisé | 0,5 t | 1 |
| Vinification | 20 01 15 | Produit basique pour le nettoyage des cuves | Prestataire spécialisé | 6 t | 2 |
| | 20 02 14 | Produit acide pour le nettoyage des cuves | | 3 t | |
| Imprimerie | 09 01 03 | Solvant de nettoyage | Fournisseur | 0,1 t | 2 |
| | 09 01 03 | Bain révélateur | Prestataire spécialisé | 0,2 t | 2 |
| | 09 01 04 | Bain de fixateur argentique | Prestataire spécialisé | 0,06 t | 2 |
| Embouteillage | 15 01 10 | Emballages vides d'encre | fournisseur | | 2 |
| Divers | 13 05 06 | Hydrocarbures issus de séparateurs | Prestataire spécialisé | | 2 |
| | 15 01 10 | emballages de produits œnologiques rincés | fournisseur | | 1 |
| | 16 05 04 | Aérosols | Prestataire spécialisé | | 2 |
| | 20 01 21 | Tubes fluorescents | Fournisseur | | 2 |

Les niveaux de gestion des déchets sont définis comme suit :

0- réduction à la source de la quantité et de la toxicité des déchets produits - mise en œuvre de technologies propres,

1- recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication et des déchets,

2- traitement ou prétraitement des déchets (destruction thermique, traitements physico-chimique, détoxication, stabilisation...),

3- stockage des déchets ultimes.

**29.5 - Registres relatifs à l'élimination des déchets**

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),

- nature de l'élimination effectuée.

## CHAPITRE IV - PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

### ARTICLE 30 - GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

### ARTICLE 31 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible de 7hà22h sauf dimanche et jours fériés | Émergence admissible de 22hà7h -Dimanches et jours fériés |
|---|---|---|
| Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

| EMPLACEMENTS | NIVEAU MAXIMUM en dB(A) ADMISSIBLE en limite de propriété | | |
|---|---|---|---|
| | Période diurne | Période intermédiaire | Période nocturne |
| Limites de propriété | 65 | 60 | 55 |

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 3 du présent chapitre, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Dans les zones à émergence réglementée situées à moins de 200 mètres des limites de propriété de l'établissement, les valeurs admissibles d'émergence définies dans le tableau ci-dessus, s'appliquent à une distance de 15 mètres de la limite de propriété.

### ARTICLE 32 - AUTRES SOURCES DE BRUIT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs

émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### ARTICLE 33 - VIBRATIONS

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibrations efficaces. La gène éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### ARTICLE 34 - CONTROLES DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

## CHAPITRE V : PREVENTION DES RISQUES

### ARTICLE 35 - GÉNÉRALITÉS

#### 35.1 – Gestion de la prévention des risques

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés

#### 35.2 – Zones de danger

L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de danger est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.

### ARTICLE 36 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INFRASTRUCTURES

#### 36.1 – Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

#### 36.2 – Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

### 36.3 – Installations électriques – Mise à la terre

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défectuosités relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

## ARTICLE 37 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

### 37.1 - EXPLOITATION

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

### 37.2 - SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,

**ARTICLE 38 - TRAVAUX**

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

**ARTICLE 39 - INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

**ARTICLE 40 - FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

**ARTICLE 41 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT**

**41.1 - Équipements**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Notamment, l'établissement doit être équipé en extincteurs, RIA, poteaux d'incendie et tous autres moyens de lutte contre l'incendie en quantité suffisante et selon les recommandations des organismes de contrôle habilités.

Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

**41.2 - Organisation**

Des consignes d'intervention écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

**41.3 – Accès des secours extérieurs**

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention

**TITRE 4**

## DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
## APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

## CHAPITRE I - RECHERCHE DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU

### ARTICLE 42 – OBJET

Le présent Chapitre vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

### ARTICLE 43 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE PRELEVEMENTS ET D'ANALYSES

**43.1 -** Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent article doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté ;

**43.2 -** Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « eaux résiduaires », pour chaque substance à analyser.

**43.3 -** L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté :

1. justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
    a. numéro d'accréditation
    b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 3.2 de l'annexe 3 du présent arrêté
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté

Les modèles de documents mentionnés aux points 3 et 4 précédents sont repris en annexe 3.5 du présent arrêté

**43.4 -** Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 44 du présent arrêt, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant à l'annexe 3 du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

**43.5 -** Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel à l'article 22.3.2 sur des substances mentionnées à l'article 44 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 44, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 44 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées répondent aux exigences de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral, notamment sur les limites de quantification.

### ARTICLE 44 – MISE EN OEUVRE DE LA SURVEILLANCE INITIALE

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| Nom des rejets | Substances | Périodicité | Durée de chaque prélèvement | Limite de quantification à atteindre par substances par le laboratoire en µg/l |
|---|---|---|---|---|
| REU 601 | Nonylphénols | 1 prélèvement par mois pendant 6 mois | 24 h représentatives du fonctionnement de l'installation | 0,1 |
| | Arsenic et ses composés | | | 5 |
| | Cadmium et ses composés | | | 2 |
| | Chloroforme | | | 1 |
| | Chrome et ses composés | | | 5 |
| | Cuivre et ses composés | | | 5 |
| | Fluoranthène | | | 0,01 |
| | Nickel et ses composés | | | 10 |
| | Pentachlorophénol | | | 0,1 |
| | Plomb et ses composés | | | 5 |
| | Zinc et ses composés | | | 10 |
| REU 601 | Mercure et ses composés | 1 prélèvement par mois pendant 3 mois, renouvelable 1 fois dans le cas de résultats d'analyse défavorable | 24 h représentatives du fonctionnement de l'installation | 0,5 |
| | Tributylétain cation | | | 0,02 |
| | Dibutylétain cation | | | 0,02 |
| | Monobutylétain cation | | | 0,02 |

**ARTICLE 45 – RAPPORT DE SYNTHESE DE LA SURVEILLANCE INITIALE**

L'exploitant doit fournir dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur l'ensemble des échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble des mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;

- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent article ;

- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;

- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :

**1.** Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la

substance dans les rejets de l'établissement ;

**2.** Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 3.2 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire;

**3.** 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

**ET** 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance;

- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

**ARTICLE 46 - REMONTEE D'INFORMATIONS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA SURVEILLANCES DES REJETS – DECLARATION DES DONNEES RELATIVES A LA SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 44 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 44 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 3 du présent arrêté.

- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site http://rsde.ineris.fr les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 3 du présent arrêté.

**ARTICLE 47 - SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

## CHAPITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

### ARTICLE 48 – INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION SOUS LA RUBRIQUE 1434 : poste de distribution de gasoil

L'installation doit respecter les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables).

Notamment, les installations de distribution de liquides inflammables sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies aux articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions listées en annexe V de l'arrêté du 19 décembre 2008 précité. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installation classée. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier.

Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

### ARTICLE 49 – INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION SOUS LA RUBRIQUE 1530 : stockages de cartons

L'installation doit respecter les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### 49.1 Implantation

Les limites du stockage sont implantées à une distance de l'enceinte de l'établissement d'au minimum :

– 15 mètres pour les installations d'un volume supérieur à 10 000 $m^3$ ;

– 10 mètres pour les installations d'un volume inférieur à 10 000 $m^3$ .

Le stockage peut être implanté à une distance inférieure de l'enceinte en cas de mise en place d'un mur coupe-feu, d'un rideau d'eau, d'un système d'extinction automatique. Les éléments de démonstration du respect des normes en vigueur les concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le stockage est par ailleurs situé à plus de 15 mètres de tous les produits et installations susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage.

#### 49.2 Structure du bâtiment

Pour ces stockages, les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

– les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ;

– planchers hauts REI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) ;

– l'ensemble de la structure présente les caractéristiques REI 30 ;

– en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0) et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;

– les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;

– portes intérieures EI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1).

## TITRE 5

## MODALITES D'APPLICATION

### ARTICLE 50 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou Mme la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, prolongé de six mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision, si l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

### ARTICLE 51 - EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le Directeur Départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de LA CHABLISIENNE, et dont copie sera adressée :

- au maire de CHABLIS,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, service prévention des risques.
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, inspecteur des installations classées,
- au délégué territorial de l'Yonne de l'Agence Régionale de Santé ,
- au directeur départemental des territoires ,
- au Président du Conseil Général de l'Yonne,
- au Président du Tribunal Administratif de Dijon,
- au commissaire enquêteur,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 12 janvier 2011

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire général,

Signé

Patrick BOUCHARDON

**ANNEXE 3 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

## 1 INTRODUCTION

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau. Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

## 2 PRESCRIPTIONS GENERALES

Dans l'attente d'une prise en compte plus complète de la mesure des substances dangereuses dans les eaux résiduaires par l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes :

- Etre accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires», pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents listés à l'annexe 3.5 avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe. Les documents de l'annexe 3.5 sont téléchargeables sur le site http://rsde.ineris.fr.

- Respecter les limites de quantification listées à l'annexe 3.2 pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le prestataire d'analyse, il est seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son soustraitant, l'exploitant est le seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements et de ce fait, responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse.

Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'Etat.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

## 3 OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau -Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"

- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

3.1 - Opérateurs du prélèvement

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
- le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
- l'exploitant lui-même ou son sous traitant

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

3.2 Conditions générales du prélèvement

Le volume prélevé devra être représentatif des flux de l'établissement et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.

En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).

Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3 *(1)*. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.

Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

*(1) La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.*

3.3 Mesure de débit en continu

La mesure de débit s'effectuera en continu sur une période horaire de 24 heures, suivant les normes en vigueur figurant dans le FDT-90-523-2 et les prescriptions techniques des constructeurs des systèmes de mesure.

Afin de s'assurer de la qualité de fonctionnement de ces systèmes de mesure, des contrôles métrologiques périodiques devront être effectués par des organismes accrédités, se traduisant par :

Pour les systèmes en écoulement à surface libre :

- un contrôle de la conformité de l'organe de mesure (seuil, canal jaugeur, venturi, déversoir,..) vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,

- un contrôle de fonctionnement du débitmètre en place par une mesure comparative réalisée à l'aide d'un autre débitmètre.

Pour les systèmes en écoulement en charge

- un contrôle de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs ;

- un contrôle de fonctionnement du débitmètre par mesure comparative exercée sur site (autre débitmètre, jaugeage, …) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité ;

– le contrôle métrologique aura lieu avant le démarrage de la première campagne de mesures, ou à l'occasion de la première mesure, avant d'être renouvelé à un rythme annuel.

3.4 Prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré

en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.

- Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en oeuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés devront réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batchs). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en œuvre.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

- Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)

- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement)

Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

· Dans une zone turbulente ;

· À mi-hauteur de la colonne d'eau ;

· À une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

3.5 Échantillon

La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. Un système d'homogénéisation pourra être utilisé dans ces cas. Il ne devra pas modifier l'échantillon.

Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-31.

Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à 5°C ± 3°C, et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

3.6 Blancs de prélèvement

Blanc du système de prélèvement :

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en oeuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les substances retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes :

– il devra être fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement

- Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

· si valeur du blanc < LQ : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent

· si valeur du blanc >LQ et inférieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent

· si valeur du blanc > l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée, le laboratoire devra refaire le prélèvement et l'analyse du rejet considéré.

Blanc d'atmosphère :

La réalisation d'un blanc d'atmosphère permet au laboratoire d'analyse de s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus concernant les composés volatils ou susceptibles d'être dispersés dans l'air et pourra fournir des données explicatives à l'exploitant.

Le blanc d'atmosphère peut être réalisé à la demande de l'exploitant en cas de suspicion de présence de substances volatiles (BTEX, COV, Chlorobenzène, mercure…) sur le site de prélèvement.

S'il est réalisé, il doit l'être obligatoirement et systématiquement :

· le jour du prélèvement des effluents aqueux,

· sur une durée de 24 heures ou en tout état de cause, sur une durée de prélèvement du blanc d'atmosphère identique à la durée du prélèvement de l'effluent aqueux. La méthodologie retenue est de laisser un flacon d'eau exempte de COV et de métaux exposé à l'air ambiant à l'endroit où est réalisé le prélèvement 24h asservi au débit,

Les valeurs du blanc d'atmosphère seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des autres.

## 4 ANALYSES

Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.

Dans le cas des métaux, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon les normes en vigueur :

– Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale" ou

– Norme ISO 15587-2 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 2 : digestion à l'acide nitrique".

Pour le mercure, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

Dans le cas des alkylphénols, il est demandé de rechercher simultanément les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates(2) de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates2 d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée sans surcoût conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2(3).

(2) Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de

nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

(3) ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau – Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A – Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivatisation. Disponible auprès de l'AFNOR, commission T 91M et qui sera publiée prioritairement en début 2009.

Certains paramètres de suivi habituel de l'établissement, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène) ou COT (Carbone Organique Total) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur (cf. notes 4, 5,6 et 7) afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

(4) *NF T 90-101 : Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)*

(5) *NF EN 872 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur filtre en fibres de verre*

(6) *NF EN 1484 - Analyse des eaux : Lignes directrices pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous*

(7) *NF T 90-105-2 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation*

Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées en ANNEXE 3.2. Elles sont issues de l'exploitation des limites de quantification transmises par les prestataires d'analyses dans le cadre de l'action RSDE depuis 2005.

Prise en compte des MES

Le laboratoire doit préciser et décrire de façon détaillée les méthodes mises en œuvre en cas de concentration en MES > 50 mg/L.

Pour les paramètres visés à l'annexe 3.1 (à l'exception de la DCO, du COT et des MES), il est demandé:

- Si 50 < MES < 250 mg/l : réaliser 3 extractions liquide/liquide successives au minimum sur l'échantillon brut sans séparation.

- Si MES > 250 mg/l : analyser séparément la phase aqueuse et la phase particulaire après filtration ou centrifugation de l'échantillon brut, sauf pour les composés volatils pour lesquels le traitement de l'échantillon brut par filtration est à proscrire. Les composés volatils concernés sont : 3,4 dichloroaniline, Epichlorhydrine, Tributylphosphate, Acide chloroacétique, Benzène, Ethylbenzène, Isopropylbenzène, Toluène, Xylènes (Somme o,m,p), 1,2,3 trichlorobenzène, 1,2,4 trichlorobenzène, 1,3,5 trichlorobenzène, Chlorobenzène, 1,2dichlorobenzène, 1,3 dichlorobenzène, 1,4 dichlorobenzène, 1 chloro 2 nitrobenzène, 1 chloro 3 nitrobenzène, 1 chloro 4 nitrobenzène, 2 chlorotoluène, 3 chlorotoluène, 4 chlorotoluène, Nitrobenzène, 2 nitrotoluène, 1,2 dichloroéthane, Chlorure de méthylène, **Chloroforme**, Tétrachlorure de carbone, chloroprène, 3 chloropropène, 1,1dichloroéthane, 1,1 dichloroéthylène, 1,2 dichloroéthylène, hexachloroéthane , 1,1,2,2 tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène, 1,1,1 trichloroéthane, 1,1,2 trichloroéthane, **Trichloroéthylène**, Chlorure de vinyle, 2 chloroaniline, 3 chloroaniline, 4 chloroaniline et 4 chloro 2 nitroaniline.

La restitution pour chaque effluent chargé (MES > 250 mg/l ) sera la suivante pour l'ensemble des substances de l'annexe 3.1 : valeur en Cg/l obtenue dans la phase aqueuse, valeur en Cg/kg obtenue dans la phase particulaire et valeur totale calculée en Cg/l.

L'analyse des diphényléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 uniquement sur les MES dès que leur concentration est > à 50 mg/l. La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 Vg/l pour chaque BDE.

## 5 TRANSMISSION DES RESULTATS

L'application informatique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'autosurveillance fréquente) permettra à terme la saisie directe des informations demandées par l'annexe 3.3 et leur télétransmission à l'inspection et à l'INERIS, chargé du suivi de la qualité des prestations des laboratoires et du traitement des données issues de cette seconde campagne d'analyse des substances dangereuses. L'extension nationale de cette

application informatique actuellement testée par certaines DRIRE est prévue pour le courant de l'année 2009.

Dans l'attente de l'utilisation généralisée de cet outil, c'est par le biais du site http://rsde.ineris.fr que l'annexe 3.4 (qui reprend les éléments demandés dans l'annexe 3.3) doit être transmise à l'INERIS par l'exploitant.

Les résultats d'analyses ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances décrit à l'annexe 3.4 devront être adressés mensuellement par l'exploitant à l'inspection par courrier.

## 6 LISTE DES ANNEXES

| Repère | Désignation | Nombre de pages |
|---|---|---|
| Annexe 3.1 | Substances à surveiller | 3 |
| Annexe 3.2 | Limites de quantification à atteindre par substance | 3 |
| Annexe 3.3 | Informations demandées par prélèvement, par paramètre et par fraction analysée Restitution au format Sandre | 3 |
| Annexe 3.4 | Trame de restitution des informations demandées par prélèvement, par paramètre et par fraction analysée figurant à l'annexe 3.3 | 1 |
| Annexe 3.5 | Liste des pièces à fournir par le laboratoire prestataire de l'exploitant | 5 |

## ANNEXE 3.1 – Substances à surveiller

| Famille | Substances[1] | Code SANDRE[2] | n°DCE[3] | n°76/464[4] |
|---|---|---|---|---|
| *Alkylphénols* | *Nonylphénols* | 1957 | 24 | |
| | NP1OE | *demande en cours* | | |
| | NP2OE | *demande en cours* | | |
| | Octylphénols | 1920 | 25 | |
| | OP1OE | *demande en cours* | | |
| | OP2OE | *demande en cours* | | |
| *Anilines* | 2 chloroaniline | 1593 | | 17 |
| | 3 chloroaniline | 1592 | | 18 |
| | 4 chloroaniline | 1591 | | 19 |
| | 4-chloro-2 nitroaniline | 1594 | | 27 |
| | 3,4 dichloroaniline | 1586 | | 52 |
| *Autres* | *Chloroalcanes $C_{10}$-$C_{13}$* | *1955* | *7* | |
| | Biphényle | 1584 | | 11 |
| | Epichlorhydrine | 1494 | | 78 |
| | Tributylphosphate | 1847 | | 114 |
| | Acide chloroacétique | 1465 | | 16 |
| *BDE* | Tétrabromodiphényléther BDE 47 | 2919 | 5 | |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 99) | 2916 | 5 | |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 100) | 2915 | 5 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | 5 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | 5 | |
| | Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | 5 | |
| | Décabromodiphényléther (BDE 209) | 1815 | 5 | |
| *BTEX* | Benzène | 1114 | 4 | 7 |
| | Ethylbenzène | 1497 | | 79 |
| | Isopropylbenzène | 1633 | | 87 |
| | Toluène | 1278 | | 112 |
| | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | | 129 |
| *Chlorobenzènes* | Hexachlorobenzène | 1199 | 16 | 83 |
| | Pentachlorobenzène | 1888 | 26 | |
| | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 31 | 117 |
| | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 31 | 118 |
| | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | | 117 |
| | Chlorobenzène | 1467 | | 20 |
| | 1,2 dichlorobenzène | 1165 | | 53 |
| | 1,3 dichlorobenzène | 1164 | | 54 |
| | 1,4 dichlorobenzène | 1166 | | 55 |
| | 1,2,4,5 tétrachlorobenzène | 1631 | | 109 |
| | 1-chloro-2-nitrobenzène | 1469 | | 28 |
| | 1-chloro-3-nitrobenzène | 1468 | | 29 |
| | 1-chloro-4-nitrobenzène | 1470 | | 30 |
| *Chlorophénols* | Pentachlorophénol | 1235 | 27 | 102 |

| Famille | Substances[1] | Code SANDRE[2] | n°DCE[3] | n°76/464[4] |
|---|---|---|---|---|
| | 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | | 24 |
| | 2 chlorophénol | 1471 | | 33 |
| | 3 chlorophénol | 1651 | | 34 |
| | 4 chlorophénol | 1650 | | 35 |
| | 2,4 dichlorophénol | 1486 | | 64 |
| | 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | | 122 |
| | 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | | 122 |
| *COHV* | Hexachloropentadiène | 2612 | | |
| | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 10 | 59 |
| | Chlorure de méthylène | 1168 | 11 | 62 |
| | Hexachlorobutadiène | 1652 | 17 | 84 |
| | Chloroforme | 1135 | 32 | 23 |
| | Tetrachlorure de carbone | 1276 | | 13 |
| | Chloroprène | 2611 | | 36 |
| | 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065 | | 37 |
| | 1,1 dichloroéthane | 1160 | | 58 |
| | 1,1 dichloroéthylène | 1162 | | 60 |
| | 1,2 dichloroéthylène | 1163 | | 61 |
| | Hexachloroéthane | 1656 | | 86 |
| | 1,1,2,2 tetrachloroéthane | 1271 | | 110 |
| | Tetrachloroéthylène | 1272 | | 111 |
| | 1,1,1 trichloroéthane | 1284 | | 119 |
| | 1,1,2 trichloroéthane | 1285 | | 120 |
| | Trichloroethylène | 1286 | | 121 |
| | Chlorure de vinyle | 1753 | | 128 |
| *Chlorotoluènes* | 2-chlorotoluène | 1602 | | 38 |
| | 3-chlorotoluène | 1601 | | 39 |
| | 4-chlorotoluène | 1600 | | 40 |
| *HAP* | Anthracène | 1458 | 2 | 3 |
| | Fluoranthène | 1191 | 15 | |
| | Naphtalène | 1517 | 22 | 96 |
| | Acénaphtène | 1453 | | |
| | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 28 | |
| | Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | 28 | |
| | Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 28 | |
| | Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 28 | |
| | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 28 | |
| *Métaux* | Cadmium et ses composés | 1388 | 6 | 12 |
| | Plomb et ses composés | 1382 | 20 | |
| | Mercure et ses composés | 1387 | 21 | 92 |
| | Nickel et ses composés | 1386 | 23 | |
| | Arsenic et ses composés | 1369 | | 4 |
| | Zinc et ses composés | 1383 | | 133 |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | | 134 |
| | Chrome et ses composés | 1389 | | 136 |
| *Nitro aromatiques* | 2-nitrotoluène | 2613 | | |
| | Nitrobenzène | 2614 | | |
| *Organétains* | Tributylétain cation | 2879 | 30 | 115 |
| | Dibutylétain cation | 1771 | | 49,50,51 |
| | Monobutylétain cation | 2542 | | |

| Famille | Substances[1] | Code SANDRE[2] | n°DCE[3] | n°76/464[4] |
|---|---|---|---|---|
| | Triphénylétain cation | *demande en cours* | | 125,126,127 |
| *PCB* | PCB 28 | 1239 | | 101 |
| | PCB 52 | 1241 | | |
| | PCB 101 | 1242 | | |
| | PCB 118 | 1243 | | |
| | PCB 138 | 1244 | | |
| | PCB 153 | 1245 | | |
| | PCB 180 | 1246 | | |
| *Pesticides* | Trifluraline | 1289 | 33 | |
| | Alachlore | 1101 | 1 | |
| | Atrazine | 1107 | 3 | |
| | Chlorfenvinphos | 1464 | 8 | |
| | Chlorpyrifos | 1083 | 9 | |
| | Diuron | 1177 | 13 | |
| | Alpha Endosulfan | 1178 | 14 | |
| | beta Endosulfan | 1179 | 14 | |
| | alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | 18 | |
| | gamma isomère Lindane | 1203 | 18 | |
| | Isoproturon | 1208 | 19 | |
| | Simazine | 1263 | 29 | |
| *Paramètres de suivi* | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314<br>1841 | | |
| | Matières en Suspension | 1305 | | |

Substances dangereuses prioritaires issues de l'annexe X de la DCS (tableau A de la circulaire du 07/05/07 et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

Substances prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

Autres paramètres

1 : les groupes de substances sont indiqués en italique

2 : Code Sandre de la substance : http://sandre.eaufrance.fr/app/references/clients.php

3 : correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (directive 2000/60/CE)

4 : N° UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission européenne au conseil du 22 juin 1982

## ANNEXE 3.2 - Limites de quantification à atteindre

| Famille | Substances | Code SANDRE[1] | LQ[2] à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduaires |
|---|---|---|---|
| *Alkylphénols* | Nonylphénols | 1957 | 0.1 |
| | NP1OE | *demande en cours* | 0.1[4] |
| | NP2OE | *demande en cours* | 0.1[4] |
| | Octylphénols | 1920 | 0.1 |
| | OP1OE | *demande en cours* | 0.1[4] |
| | OP2OE | *demande en cours* | 0.1[4] |
| *Anilines* | 2 chloroaniline | 1593 | 0.1 |
| | 3 chloroaniline | 1592 | 0.1 |
| | 4 chloroaniline | 1591 | 0.1 |
| | 4-chloro-2 nitroaniline | 1594 | 0.1 |
| | 3,4 dichloroaniline | 1586 | 0.1 |
| *Autres* | *Chloroalcanes $C_{10}$-$C_{13}$* | *1955* | *10* |
| | Biphényle | 1584 | 0.05 |
| | Epichlorhydrine | 1494 | 0.5 |
| | Tributylphosphate | 1847 | 0.1 |
| | Acide chloroacétique | 1465 | 25 |
| *BDE* | Tétrabromodiphényléther BDE 47 | 2919 | La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE. |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 99) | 2916 | |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 100) | 2915 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | |
| | Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | |
| | Décabromodiphényléther (BDE 209) | 1815 | |
| *BTEX* | Benzène | 1114 | 1 |
| | Ethylbenzène | 1497 | 1 |
| | Isopropylbenzène | 1633 | 1 |
| | Toluène | 1278 | 1 |
| | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | 2 |
| *Chlorobenzènes* | Hexachlorobenzène | 1199 | 0.01 |
| | Pentachlorobenzène | 1888 | 0.02 |
| | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 1 |
| | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 1 |
| | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | 1 |
| | Chlorobenzène | 1467 | 1 |
| | 1,2 dichlorobenzène | 1165 | 1 |
| | 1,3 dichlorobenzène | 1164 | 1 |
| | 1,4 dichlorobenzène | 1166 | 1 |
| | 1,2,4,5 tetrachlorobenzène | 1631 | 0.05 |
| | 1-chloro-2-nitrobenzène | 1469 | 0.1 |
| | 1-chloro-3-nitrobenzène | 1468 | 0.1 |
| | 1-chloro-4-nitrobenzène | 1470 | 0.1 |

| Famille | Substances | Code SANDRE[1] | LQ[2] à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduaires |
|---|---|---|---|
| *Chlorophénols* | Pentachlorophénol | 1235 | 0.1 |
| | 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | 0.1 |
| | 2 chlorophénol | 1471 | 0.1 |
| | 3 chlorophénol | 1651 | 0.1 |
| | 4 chlorophénol | 1650 | 0.1 |
| | 2,4 dichlorophénol | 1486 | 0.1 |
| | 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | 0.1 |
| | 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | 0.1 |
| *COHV* | Hexachloropentadiène | 2612 | 0.1 |
| | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 2 |
| | Chlorure de méthylène | 1168 | 5 |
| | Hexachlorobutadiène | 1652 | 0.5 |
| | Chloroforme | 1135 | 1 |
| | Tétrachlorure de carbone | 1276 | 0.5 |
| | Chloroprène | 2611 | 1 |
| | 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065 | 1 |
| | 1,1 dichloroéthane | 1160 | 5 |
| | 1,1 dichloroéthylène | 1162 | 2.5 |
| | 1,2 dichloroéthylène | 1163 | 5 |
| | Hexachloroéthane | 1656 | 1 |
| | 1,1,2,2 tétrachloroéthane | 1271 | 1 |
| | Tétrachloroéthylène | 1272 | 0.5 |
| | 1,1,1 trichloroéthane | 1284 | 0.5 |
| | 1,1,2 trichloroéthane | 1285 | 1 |
| | Trichloroéthylène | 1286 | 0.5 |
| | Chlorure de vinyle | 1753 | 5 |
| *HAP* | Anthracène | 1458 | 0.01 |
| | Fluoranthène | 1191 | 0.01 |
| | Naphtalène | 1517 | 0.05 |
| | Acénaphtène | 1453 | 0.01 |
| | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 0.01 |
| | Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 0.01 |
| | Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | 0.01 |
| | Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 0.01 |
| | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 0.01 |
| *Métaux* | Cadmium et ses composés | 1388 | 2 |
| | Plomb et ses composés | 1382 | 5 |
| | Mercure et ses composés | 1387 | 0.5 |
| | Nickel et ses composés | 1386 | 10 |
| | Arsenic et ses composés | 1369 | 5 |
| | Zinc et ses composés | 1383 | 10 |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | 5 |
| | Chrome et ses composés | 1389 | 5 |
| *Organoétains* | Tributylétain cation | 2879 | 0.02 |
| | Dibutylétain cation | 1771 | 0.02 |
| | Monobutylétain cation | 2542 | 0.02 |
| | Triphénylétain cation | *demande en cours* | 0.02 |

| Famille | Substances | Code SANDRE[1] | LQ[2] à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduaires |
|---|---|---|---|
| *PCB* | PCB 28 | 1239 | 0.01 |
| | PCB 52 | 1241 | 0.01 |
| | PCB 101 | 1242 | 0.01 |
| | PCB 118 | 1243 | 0.01 |
| | PCB 138 | 1244 | 0.01 |
| | PCB 153 | 1245 | 0.01 |
| | PCB 180 | 1246 | 0.01 |
| *Pesticides* | Trifluraline | 1289 | 0.05 |
| | Alachlore | 1101 | 0.02 |
| | Atrazine | 1107 | 0.03 |
| | Chlorfenvinphos | 1464 | 0.05 |
| | Chlorpyrifos | 1083 | 0.05 |
| | Diuron | 1177 | 0.05 |
| | Apha Endosulfan | 1178 | 0.02 |
| | Béta Endosulfan | 1179 | 0.02 |
| | alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | 0.02 |
| | gamma isomère Lindane | 1203 | 0.02 |
| | Isoproturon | 1208 | 0.05 |
| | Simazine | 1263 | 0.03 |
| *Paramètres de suivi* | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314<br>1841 | 30000<br>300 |
| | Matières en Suspension | 1305 | 2000 |

1 **:** Code Sandre de la substance accessible sur : http://sandre.eaufrance.fr/app/references/clients.php

2 : La valeur à atteindre pour la limite de quantification (LQ) correspond à la valeur que 50% des prestataires sont capables d'atteindre le plus fréquemment. Ces valeurs sont issues de l'exploitation des LQ transmises par les laboratoires dans le cadre de l'action RSDE 2005.

3 : Valeur de LQ dérivée de l'annexe D de la norme ISO/DIS 18857-2

## ANNEXE 3.3 – Informations demandées par prélèvement, par paramètre et par fraction d'analyse Restitution au format SANDRE

| POUR CHAQUE PRELEVEMENT : INFORMATIONS DEMANDEES | | |
|---|---|---|
| **Critère SANDRE** | **Valeurs possibles** | **Exemples de restitution** |
| **IDENTIFICATION DE L'ORGANISME DE PRELEVEMENT** | Imposé | Code Sandre du prestataire de prélèvement Code exploitant |
| **IDENTIFICATION DE L'ECHANTILLON** | Texte | Champ libre permettant d'identifier l'échantillon.<br>Référence donnée par le laboratoire |
| **TYPE DE PRELEVEMENT** | Liste déroulante | - Asservi au débit<br>- Proportionnel au temps<br>- Prélèvement ponctuel |
| **PERIODE DE PRELEVEMENT_DATE_DEBUT** | Date | Date de début<br>Format JJ/MM/AAAA |
| **DUREE DE PRELEVEMENT** | Nombre | Durée en Nombre d'heures |
| *REFERENTIEL DE PRELEVEMENT* | Texte | Champ destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement |
| *DATE DERNIER CONTROLE METROLOGIQUE DU DEBITMETRE* | Date | Renseigne la date du dernier contrôle métrologique valide du débitmètre |
| *NOMBRE D'ECHANTILLON* | Nombre entier | Nombre de prélèvements pour constituer l'échantillon moyen (valeur par défaut 1) |
| **BLANC SYSTEME PRELEVEMENT** | | Oui, Non |
| **BLANC ATMOSPHERE** | | Oui, Non |
| **DATE DE PRISE EN CHARGE PAR LE LABORATOIRE** | Date | Date d'arrivée au laboratoire<br>Format JJ/MM/AAAA |
| **IDENTIFICATION LABORATOIRE PRINCIPAL ANALYSE** | | Code Sandre Laboratoire |
| *TEMPERATURE DE L'ENCEINTE (ARRIVEE AU LABORATOIRE)* | Nombre décimal 1 chiffre significatif | Température (unité °C) |

| POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES | | |
|---|---|---|
| **Critère SANDRE** | **Valeurs possibles** | **Exemples de restitution** |
| **CODE SANDRE PARAMETRE** | Imposé | |
| **DATE DE DEBUT D'ANALYSE PAR LE LABORATOIRE** | Date | Date de début d'analyse par le laboratoire<br>Format JJ/MM/AAAA |
| *NOM PARAMETRE* | Imposé | Nom sandre |
| **REFERENTIEL** | Imposé | *Analyse réalisée sous accréditation*<br>*Analyse réalisée hors accréditation* |
| **NUMERO DOSSIER ACCREDITATION** | | Numéro d'accréditation<br>De type N°X-XXXX |
| **FRACTION ANALYSEE** | Imposé | *3 : Phase aqueuse de l'eau*<br>*23 : Eau brute*<br>*41 : MES brutes* |
| *METHODE DE PREPARATION* | L / L<br>SPE<br>SBSE<br>SPE disk.<br>L / S (MES)<br>ASE (MES)<br>SOXHLET (MES)<br>Minéralisation Eau régale<br>Minéralisation Acide nitrique<br>Minéralisation autre | |
| *TECHNIQUE DE DETECTION* | FID<br>TCD<br>ECD<br>GC/MS<br>LC/MS<br>GC/MS/MS<br>GC/LRMS<br>GC/LRMS/MS<br>LC/MS/MS<br>GC/HRMS<br>GC/HRMS/MS<br>FAAS<br>ZAAS<br>ICP/OES<br>ICP/MS<br>HPLC-DAD<br>HPLC FLUO<br>HPLC UV | |
| *METHODE D'ANALYSE (norme ou à défaut le type de méthode)* | texte | |

| POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES | | | |
|---|---|---|---|
| **Critère SANDRE** | | **Valeurs possibles** | **Exemples de restitution** |
| **LIMITE DE QUANTIFICATION** | **Valeur** | Libre (numérique) | *Libre (numérique)* |
| | **Unité** | Imposé | *EAU BRUTE : µg/l ; PHASE AQUEUSE : µg/l , MES (PHASE PARTICULAIRE) : µg/kg*<br>sauf MES, DCO ou COT *(unité en mg/l)* |
| | **Incertitude avec facteur d'élargissement (k=2)** | Libre (numérique) | *Pour une incertitude de 15%, la valeur échangée sera 15* |
| **RESULTAT** | **Valeur** | Libre (numérique) | Si résultat < limite de détection ou résultat < LQ : saisir dans résultat la valeur LD ou LQ et renseigner le Champ CODE REMARQUE DE L'ANALYSE |
| | **Unité** | Imposé | *EAU BRUTE : µg/l ; PHASE AQUEUSE : µg/l , MES (PHASE PARTICULAIRE) : µg/kg* |
| | **Incertitude avec facteur d'élargissement (k=2)** | Libre (numérique) | *Pour une incertitude de 15%, la valeur échangée sera 15* |
| **CODE REMARQUE DE L'ANALYSE** | | Imposé | *Code 0 : Analyse non faite*<br>*Code 1 : Résultat ≥ limite de quantification*<br>*Code 10 : Résultat < limite de quantification* |
| *CONFIRMATION DU RESULTAT* | | Imposé | *Code 0 : NON CONFIRME (analyse unique)*<br>*Code 1 : CONFIRME (analyse dupliquée, confirmation par SM )* |
| *COMMENTAIRES* | | Libre | *Liste des paramètres retrouvés dans le blanc du système de prélèvement ou d'atmosphère + ordre de grandeur.*<br>*LQ élevée (matrice complexe)*<br>*Présence d'interférents etc….* |

Les critères identifiés en gras sont à renseigner oblgatoirement lors de la restitutiondes données.L'absence de renseignements sur les champs obligatoires sera une entorse à l'engagement du laboratoire pouvant conditionner le cas échéant le pâiement de la prestation par l'exploitant.

# ANNEXE 3.4 : format de restitution des informations demandées par prélèvement, par paramètre et par fraction analysée à l'annexe 3.3

## Conditions de prélèvement et d'analyses

| Identification échantillon | Identification de l'organisme de prélèvement | Référentiel de prélèvement | Type de prélèvement | date dernier contrôle métrologique du préleveur | Nombre de prélèvements pour l'échantillon moyen | Période de prélèvement_date_début | Durée de prélèvement | Blanc du système de prélèvement | Blanc d'atmosphère | Identification du laboratoire principal d'analyse | Date de prise en charge de l'échantillon par le laboratoire principal | Température de l'enceinte pdt transport |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| zone libre de texte | code service du prestataire de prélèvement, code exploitant | champ texte destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement | liste déroulante (asservi au débit, proportionnel au temps, ponctuel ) | date (format JJMMAA) | nombre entier | date (format JJMMAA) | durée en nombre d'heures | oui / non | oui / non | code SANDRE de l'intervenant principal | date (format JJMMAA) | nombre décimal 1 chiffre significant |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |

## Résultats d'analyses

| Code SANDRE (liste déroulante des codes sandre) | Libellé court du paramètre (en lien direct avec code sandre du paramètre) | Résultat total de l'analyse | Unité Résultat total | flux journalier (g/j ou m3) | Référentiel analyse réalisée sous accréditation, analyse réalisée hors accréditation (considérer l'ensemble de l'échantillon et non les différentes phases) | Numéro dossier accréditation (pouvant varier si sous traitance de certains paramètres) | Date de début d'analyse par le laboratoire (format JJMMAA) | Fraction Analysée (Code sandre 2 : Phase aqueuse 23 : Eau brute 41 : MES brutes) | Résultat de la fraction analysée | Unité de la fraction analysée | Incertitude avec facteur d'élargissement (k=2) | Méthode de préparation (liste déroulante) | Technique de détection (liste déroulante) | Méthode d'analyse (norme de référence) | limite de quantification valeur | limite de quantification unité | Limite de quantification incertitude facteur d'élargissement (k=2) | Code remarque de l'analyse (code 0 : analyse non faite, code 1 : Résultat ≥ LQ, code 10 : Résultat < LQ) | Confirmation résultat (Code 0 : analyse non confirmée (analyse unique), Code 1 : analyse confirmée (analyse duplicata etc...)) | Commentaires (liste des paramètres retrouvés dans les blancs, tout problème rencontré lors de l'analyse) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Débit | | sans dim | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | DCO | | mg/l | g/j | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | MES | | mg/l | g/j | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | substance 1 | | sans dim | | | | | 3 | | µg/l | | | | | | | | | | |
| | substance 1 | | sans dim | | | | | 41 | | µg/l | | | | | | | | | | |
| | substance 1 total | | µg/l | g/j | à renseigner uniquement sur la ligne substance total | | | | | µg/l | | | | | | | | | | |
| | substance (ex : Toluène) | | | | | | | 23 | | | | | | | | | | | | |
| | substance (ex : BDE) | | | | | | | 41 | | | | | | | | | | | | |

## ANNEXE 3.5 – Liste des pièces à fournir par le laboratoire prestataire à l'exploitant

### 1 – Justificatifs à produire

justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvement (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :

- n° d'accréditation
- extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

Tableau des performances et d'assurance qualité à renseigner obligatoirement : les critères de choix pour l'exploitant pour la sélection d'un laboratoire prestataire sont repris dans ce tableau : substance accréditée ou non, et limites de quantification qui doivent être inférieures ou égales aux LQ de l'annexe 3.2

Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions de l'annexe technique (modèle ci-après)

### 2 - Tableau des performances et assurance qualité et attestation du prestataire à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant

(Documents disponibles à l'annexe 5.5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeables sur le site http://rsde.ineris.fr/)

| Famille | Substances | Code SANDRE | Substance Accréditée[1] oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|---|---|---|---|---|
| ***Alkylphénols*** | Nonylphénols | 1957 | | |
| ***Chlorophénols*** | Pentachlorophénol | 1235 | | |
| ***COHV*** | Chloroforme | 1135 | | |
| | Trichloroéthylène | 1286 | | |
| ***HAP*** | Fluoranthène | 1191 | | |
| ***Métaux*** | Cadmium et ses composés | 1388 | | |
| | Plomb et ses composés | 1382 | | |
| | Mercure et ses composés | 1387 | | |
| | Nickel et ses composés | 1386 | | |
| | Arsenic et ses composés | 1369 | | |
| | Zinc et ses composés | 1383 | | |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | | |
| | Chrome et ses composés | 1389 | | |
| ***Organoétains*** | Tributylétain cation | 2879 | | |
| | Dibutylétain cation | 1771 | | |
| | Monobutylétain cation | 2542 | | |
| ***Paramètres de suivi*** | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314<br>1841 | | |
| | Matières en Suspension | 1305 | | |

[1] : Aucune absence d'accréditation ne pourra être acceptée

### ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(*Nom, qualité* ) …….

Coordonnées de l'entreprise : ……

……

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

……..

……..

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement[1]
- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A : Le :

Pour le soumissionnaire[*], nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

[*]Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

1 L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.